LIVRE BLANC

Réf. WP-ESS-MC-2026-01

# MONNAIES LOCALES ET COMPLÉMENTAIRES

## AU SERVICE DU « MADE IN CAMEROON »

### Une monnaie territoriale pour retenir davantage de valeur au Cameroun

Le défi n'est pas de créer une monnaie concurrente au FCFA, mais de concevoir un instrument numérique, réglementé et mesurable qui stimule les achats locaux, les filières régionales et l'économie sociale et solidaire.

**St. Destin** 4IR Advisor Engenieur http://www.tampolla.com

**RESUME**

Le Cameroun de 2026 conjugue une croissance modérée (3,3 % selon le FMI), une forte dépendance aux importations, un secteur informel occupant près de 90 % des actifs et une inclusion financière encore duale : bancarisation stricte inférieure à 20 % mais adoption du mobile money supérieure à 50 %. Dans ce contexte, ce livre blanc évalue la faisabilité d'un dispositif de monnaies locales et complémentaires (MLC) adossé aux filières « Made in Cameroon » et déployé selon un modèle d'économie sociale et solidaire (ESS) localisé par région. L'étude combine une analyse contextuelle (géographique, politique, économique, sociale), un cadrage théorique et un parangonnage international (WIR, Banco Palmas, Sardex, Eusko, Sarafu), puis une évaluation multidimensionnelle — stratégique-politique, économique-financière, technique et organisationnelle. Elle conclut à une faisabilité conditionnelle : le levier est réel pour retenir la valeur localement et densifier les circuits productifs, à condition d'un montage juridique prudent respectant le monopole d'émission de la BEAC (bons de valeur / crédit mutuel plutôt que « monnaie »), d'un adossement technique aux rails mobile money existants (USSD, QR) et d'une gouvernance coopérative régionale robuste. Une feuille de route 2026-2030 en quatre phases et un pilote biregional sont proposés.

**Mots-clés :** *monnaie locale complémentaire ; économie sociale et solidaire ; Made in Cameroon ; inclusion financière ; mobile money ; CEMAC ; développement régional ; crédit mutuel.*

**ABSTRACT**

In 2026 Cameroon combines moderate growth (3.3 %, IMF), heavy import dependence, an informal sector employing nearly 90 % of the workforce, and a dual financial-inclusion profile: formal banking below 20 % yet mobile-money adoption above 50 %. Against this backdrop, the paper assesses the feasibility of a local and complementary currency (LCC) scheme anchored in "Made in Cameroon" value chains and rolled out through a region-localised social and solidarity economy (SSE) model. Combining contextual analysis, a theoretical framing, an international benchmark (WIR, Banco Palmas, Sardex, Eusko, Sarafu) and a four-dimension evaluation (strategic-political, economic-financial, technical, organisational), it finds conditional feasibility: the instrument can retain value locally and thicken productive circuits, provided a prudent legal design that respects BEAC's issuance monopoly (value vouchers / mutual credit rather than "currency"), a technical anchoring on existing mobile-money rails, and robust regional cooperative governance.

**Keywords:** *complementary currency; social and solidarity economy; local content; financial inclusion; mobile money; CEMAC; regional development; mutual credit.*

# ARTICLE I CAMEROUN 2026 : TERRITOIRE, ECONOMIE ET MONNAIES COMPLEMENTAIRES

COMPRENDRE LE TERRAIN : DIVERSITE REGIONALE, STRUCTURE ECONOMIQUE, CAPITAL SOCIAL, ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE ET POLITIQUE MADE IN CAMEROON.

"La question n'est pas : "peut-on créer une nouvelle monnaie ?" mais : "comment faire circuler plus longtemps la valeur dans les territoires ?""

## 1.1 CONTEXTE GEOGRAPHIQUE, POLITIQUE, ECONOMIQUE ET SOCIAL DU CAMEROUN EN 2026

### 1.1.1 CONTEXTE GEOGRAPHIQUE ET DEMOGRAPHIQUE

Situé à la croisée de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique centrale, le Cameroun couvre 475 442 km² et se distingue par une diversité géographique remarquable : du littoral atlantique aux montagnes de l'Ouest, des savanes du Nord aux forêts denses du Sud-Est, le pays offre une mosaïque écologique qui conditionne les activités économiques de ses dix régions. Avec une population projetée à 30,64 millions d'habitants en 2026 (Macrotrends, 2026), il se situe au 17e rang africain. Sa population est jeune — âge médian de 18,8 ans (ISSA, 2026) — et son taux d'urbanisation approche 60 %, principalement dans le Centre (Yaoundé) et le Littoral (Douala).

La répartition territoriale est fortement déséquilibrée : les régions septentrionales (Nord, Extrême-Nord, Adamaoua), soit près de 40 % du territoire, n'abritent qu'environ 25 % de la population, tandis que le triangle Douala-Yaoundé-Bafoussam concentre à lui seul plus de 45 % des activités économiques formelles. Ces disparités constituent un défi majeur pour toute politique localisée, y compris des MLC qui requièrent une masse critique d'acteurs et une confiance interpersonnelle suffisante.

### 1.1.2 CONTEXTE POLITIQUE ET INSTITUTIONNEL

Le Cameroun est un État unitaire décentralisé selon la Constitution du 18 janvier 1996. Le processus de décentralisation transfère des compétences aux collectivités territoriales décentralisées (CTD), avec un accent sur la gouvernance locale et le développement participatif. La Stratégie nationale de développement 2020-2030 (SND 30) fixe une cible de croissance moyenne de 8,1 % par an, très au-dessus de la réalité observée (3,1 % en 2025 ; 3,3 % projetés en 2026, FMI, 2026). Le scrutin présidentiel du 12 octobre 2025 a reconduit le président sortant, dans un contexte post-électoral tendu.

Sur le plan monétaire, le Cameroun appartient à la Zone franc CEMAC et utilise le franc CFA (XAF), émis par la seule Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC). Ce cadre supranational implique une délégation de souveraineté monétaire : la BEAC est l'unique institution habilitée à émettre la monnaie légale. Cette contrainte est le paramètre juridique cardinal de toute MLC, qui doit se positionner en complément — et non en substitution — du franc CFA. La BEAC a d'ailleurs réaffirmé début 2026 son attachement à la stabilité monétaire de la sous-région.

### 1.1.3 CONTEXTE ECONOMIQUE

Première et plus diversifiée économie de la CEMAC, le Cameroun affiche un PIB nominal estimé à 52,5 milliards d'euros en 2025, soit plus de 44 % du PIB de la zone (Trésor français, 2026). La structure sectorielle est tertiarisée : services 54 %, secondaire 25 %, primaire 17 %. L'agriculture (près de 10 % du PIB) emploie environ 43 % des actifs et structure l'économie rurale (cacao, coton, banane, huile de palme, caoutchouc).

La croissance (3,1 % en 2025 contre 3,5 % en 2024) est portée par le non-pétrolier, tandis que le pétrole recule (-9,2 %). L'inflation reflue (3,4 % en 2025 contre 4,5 % en 2024) et le déficit budgétaire s'améliore (1,2 % du PIB). Les vulnérabilités demeurent structurelles : environ 85 % des exportations sont des produits primaires ou peu transformés, exposant le pays aux chocs de termes de l'échange (dégradation de 16,3 % anticipée en 2026, FMI). La Chine reste le premier fournisseur (22,2 %), devant l'Inde (7,6 %), la Belgique (6,1 %) et la France (5,9 %) ; seuls 18 % des produits camerounais satisferaient les normes de qualité des blocs régionaux (Foretia Foundation, 2026).

**Tableau 1 — Indicateurs socio-économiques clés du Cameroun (2024-2026)**

| Indicateur | 2024 | 2025 | 2026 (p.) |
|---|---|---|---|
| PIB nominal (Mds EUR) | 49,8 | 52,5 | 54,2 (e.) |
| Croissance du PIB réel (%) | 3,5 | 3,1 | 3,3 |
| Inflation (%) | 4,5 | 3,4 | 3,2 (e.) |
| Déficit budgétaire (% PIB) | 1,5 | 1,2 | 1,1 (e.) |
| Population (millions) | 29,4 | 30,1 | 30,6 |
| Taux de pauvreté (%) | 42,5 | 40,7 | 39,8 (e.) |
| Emploi informel (%) | 87,1 | 86,5 | 85,9 (e.) |

| Indicateur | 2024 | 2025 | 2026 (p.) |
|---|---|---|---|
| Exportations primaires (% total) | 86,0 | 85,0 | 84,5 (e.) |
| PIB/hab. PPA (USD) | 3 698 | 3 724 | 3 780 (e.) |
| Solde commercial (Mds EUR) | -3,2 | -2,8 | -2,5 (e.) |
| Part dans le PIB CEMAC (%) | 44,0 | 44,2 | 44,3 (e.) |

*Sources : FMI (2026), BAD (2026), Trésor français (2026), Banque mondiale (2024), INS Cameroun. (p.) = projection ; (e.) = estimation.*

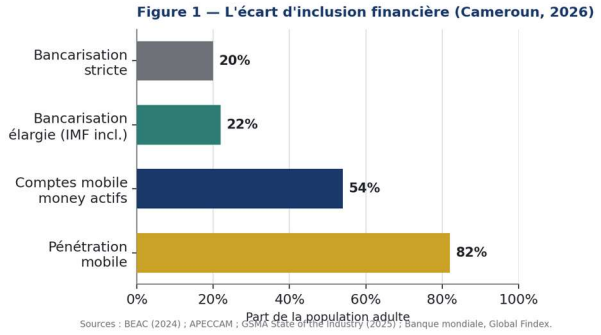



*Figure 1. Écart d'inclusion : la finance camerounaise est d'abord mobile.*

### *1.1.3 Société : jeunesse, informalité et bascule numérique*

La population, estimée à plus de 30 millions d'habitants, est jeune et majoritairement urbaine sur l'axe Douala-Yaoundé. Deux traits sociaux commandent la faisabilité d'une MLC. D'une part, l'informalité : le secteur informel occupe officiellement près de 90 % de la population active tout en ne représentant que 20-30 % du PIB, révélant un immense gisement de productivité mal valorisé (Figure 2). D'autre part, la bascule numérique financière : la bancarisation stricte reste inférieure à 20 %, mais les comptes mobile money actifs dépassent 50 % des adultes et la pénétration mobile 80 %. Le Cameroun comptait déjà près de 25 millions de comptes mobile money enregistrés (dont ~11,7 millions actifs) en 2023, un réseau de quelque 67 000 agents et des volumes annuels supérieurs à 5 000 milliards FCFA. Cette infrastructure de paiement — et non le système bancaire — constitue le rail naturel d'un dispositif de MLC.

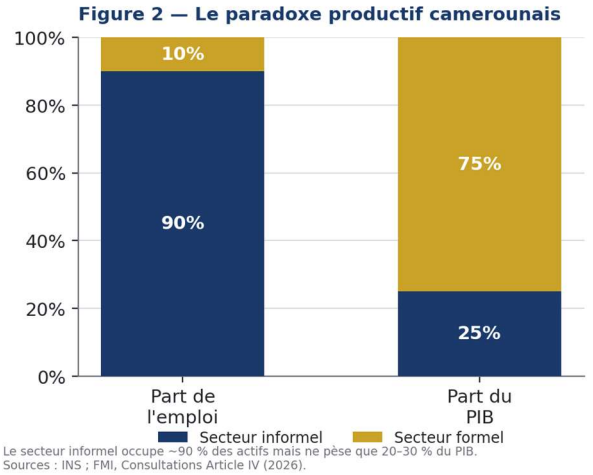



*Figure 2. Le paradoxe productif : l'informel emploie mais capitalise peu.*

### 1.1.4 CONTEXTE SOCIAL

Le tissu social se caractérise par des inégalités persistantes et un secteur informel prédominant. L'emploi informel dépassait 87 % (EESI) et n'a que marginalement évolué. Le taux de pauvreté concernait encore 40,7 % de la population en 2025, soit environ 12,3 millions de personnes (Banque mondiale, 2025). Le taux d'activité a chuté de 78,2 % en 2005 à 54,2 % en 2021 (INS), avec un net désavantage féminin (47,3 % contre 61,4 % pour les hommes).

En contrepoint, le capital social traditionnel reste vivace. Les tontines — cercles d'épargne et de crédit rotatifs à règles co-construites — regroupent des millions de Camerounais et constituent l'une des formes les plus répandues de finance communautaire en Afrique centrale : un socle de confiance interpersonnelle propice à l'adoption de mécanismes de monnaie complémentaire.

## 1.2 CADRE CONCEPTUEL DES MONNAIES LOCALES ET COMPLEMENTAIRES

### 1.2.1 DEFINITIONS ET TYPOLOGIE

Les monnaies locales et complémentaires (MLC) désignent les moyens d'échange alternatifs ou parallèles à la monnaie nationale, circulant sur un territoire ou au sein d'un réseau d'acteurs définis. Blanc (2023) dénombrait environ 73 monnaies locales actives en France fin 2022 ; le mouvement s'étend au Brésil (PALM), au Japon (Fureai Kippu), en Suisse (WIR) et au Kenya (Sarafu-Credit). Leur qualité de « complémentaires » est essentielle : elles ne visent pas à remplacer la monnaie officielle mais à compléter ses fonctions dans des circuits où celle-ci circule insuffisamment.

On distingue deux grandes catégories selon le degré de convertibilité. Les monnaies convertibles sont adossées à la monnaie nationale à parité fixe (par ex. 1 unité = 1 XAF), ce qui facilite l'adoption mais requiert conversion et garantie. Les monnaies non convertibles fonctionnent en circuit fermé, reposant sur la confiance mutuelle et l'ancrage dans l'économie réelle. La technologie sous-jacente peut être physique (billets), électronique (carte à puce, application) ou fondée sur la blockchain (jetons), cette dernière offrant traçabilité, transparence et accessibilité via des téléphones basiques par protocole USSD.

### 1.2.2 FONDEMENTS THEORIQUES

Les fondements théoriques puisent dans la pensée économique hétérodoxe. Silvio Gesell (1862-1930), pionnier avec sa théorie de l'« argent libre » (Freigeld), proposait une monnaie soumise à une fonte (démurrage) pour accélérer la circulation et décourager la thésaurisation. Plus récemment, Bernard Lietaer (2001) a analysé les monnaies complémentaires comme outils de résilience systémique, la diversité monétaire étant aux systèmes économiques ce que

la biodiversité est aux écosystèmes naturels : un facteur de stabilité et d'adaptation.

La théorie des principes d'intégration de Karl Polanyi (1944) offre un cadre pertinent en distinguant l'économie de marché des logiques de réciprocité, de redistribution et d'administration domestique. En s'inscrivant dans la sphère de la réciprocité, les monnaies locales réactivent des circuits d'échange que la monnaie nationale ne dessert pas efficacement. Les travaux récents sur les monnaies fonctionnelles (Konieczna, 2025) mettent en évidence leur rôle dans la création d'avantages socio-économiques régionaux, par la rétention de la valeur ajoutée locale et le renforcement des liens communautaires.




*Figure 1 — Circuit fonctionnel d'une monnaie locale complémentaire dans l'ESS camerounaise.*

### 1.2.3 FONCTIONS ECONOMIQUES ET SOCIALES DES MLC

Au-delà de leur fonction transactionnelle, les MLC remplissent plusieurs fonctions stratégiques. Elles agissent comme multiplicateur économique local, chaque unité dépensée circulant plusieurs fois avant reconversion. Elles constituent un outil d'inclusion financière pour les populations non ou sous-bancarisées, sans nécessité de compte bancaire. Elles renforcent le capital social et la cohésion communautaire en créant des espaces de confiance et de coopération.

Elles peuvent aussi servir d'instrument de relance contracyclique : au Kenya, pendant la pandémie, les groupes utilisant des bons communautaires consommaient environ 78 % de nourriture en plus que les groupes témoins. Elles favorisent la relocalisation en rendant les échanges locaux plus compétitifs face aux importations — contribuant directement aux objectifs du « Made in Cameroon » — et offrent un cadre d'innovation en gouvernance monétaire démocratique, les décisions étant prises collectivement par les membres du réseau.

## 1.3 L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE AU CAMEROUN

### 1.3.1 CADRE JURIDIQUE ET INSTITUTIONNEL

Le cadre juridique de l'ESS repose sur trois textes structurants. La Loi-cadre n° 2019/004 du 25 avril 2019 régissant l'économie sociale définit le secteur autour de trois principes : solidarité entre membres, primauté de la personne sur le capital, gestion démocratique et participative (Akwana Advisory, 2026). Elle distingue quatre catégories d'organisations de l'économie sociale (OES) : associations, coopératives, mutuelles et fondations.

Le décret d'application n° 2020/0001/PM du 3 janvier 2020 organise le maillage en réseaux territoriaux — RELESS (locaux), REDESS (départementaux) et RERESS (régionaux). Fin 2024, le pays comptait 389 réseaux structurés (326 RELESS, 54 REDESS, 9 RERESS) couvrant l'ensemble du territoire (MINPMEESA, 2024). L'arrêté n° 042/PM du 23 mai 2022 fixe l'enregistrement au Registre général des unités de l'économie sociale ; et depuis le 1er janvier 2024, le Système comptable des entités à but non lucratif (SYCEBNL) de l'OHADA s'applique à l'ensemble des OES, renforçant transparence et gouvernance.

### 1.3.2 DYNAMIQUES ET ACTEURS DE L'ESS

Le secteur connaît un essor remarquable, illustré par le Forum africain de l'économie sociale et solidaire (FORA'ESS) tenu à Yaoundé en mai 2024, qui a réuni près de 1 500 participants de 32 pays (OIT, 2024). Le MINPMEESA anime le secteur (formation, mise en réseau). Les acteurs se répartissent entre coopératives agricoles (dominantes), mutuelles de santé et de crédit communautaire (tontines), associations de développement local, ONG et un nombre croissant d'entreprises sociales dans l'énergie, le numérique et l'agroalimentaire. Le Réseau africain de l'ESS (RAESS) assure la coordination continentale. Ces dynamiques constituent un terreau favorable à l'expérimentation de MLC s'appuyant sur les réseaux existants.

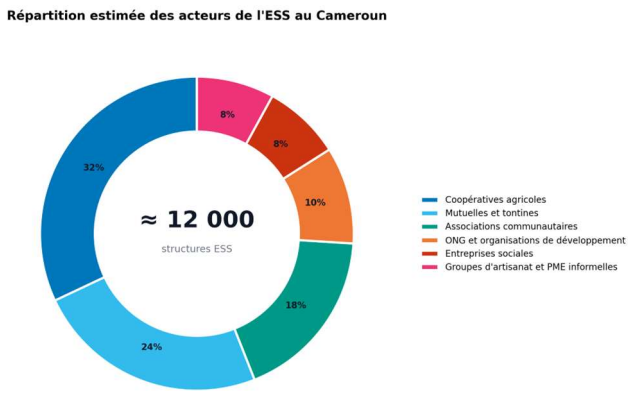



*Figure 2 — Répartition estimée des acteurs de l'ESS au Cameroun (2024).*

### 1.3.3 LE LABEL « MADE IN CAMEROON » ET SES ENJEUX

Portée par le Ministère du Commerce, la politique « Made in Cameroon » promeut la consommation de produits locaux et la compétitivité des entreprises. Le label couvre cosmétiques, agroalimentaire, textile, produits musicaux, papeterie, produits médicaux et conceptions numériques. Le gouvernement vise 60 % de biens et services locaux dans la commande publique d'ici 2030 — objectif qui appelle des outils innovants pour stimuler la demande locale et structurer les filières (Enovation Factory, 2026).

Le Prix de l'innovation « Made in Cameroon » 2026 a mis en lumière le potentiel du secteur (huile de sésame, rhum, soins anti-vergetures). Néanmoins, selon la Foretia Foundation (2026), seuls 18 % des produits camerounais répondent aux normes régionales — déficit de normalisation que les MLC pourraient contribuer à résoudre en privilégiant les échanges entre producteurs engagés dans des démarches de qualité. Le pays expérimente par ailleurs des zones économiques spéciales territoriales liant industrialisation et développement local (CEA/ONU, 2026).

## ARTICLE II LA FAISABILITE A L'EPREUVE DU DROIT, DE LA FINANCE ET DU NUMERIQUE

LE POTENTIEL EST REEL, MAIS LA REUSSITE DEPEND D'UN CADRAGE REGLEMENTAIRE RIGOUREUX, D'UN MODELE FINANCIER CREDIBLE, D'UNE INFRASTRUCTURE INCLUSIVE ET D'UNE GOUVERNANCE DE CONFIANCE.

"La réserve 100 % et la convertibilité maîtrisée sont les deux piliers de la confiance."

## 2.1 FAISABILITE POLITIQUE ET JURIDIQUE

### 2.1.1 CONTRAINTES CONSTITUTIONNELLES ET REGLEMENTAIRES

La mise en place de MLC se heurte à un cadre juridique combinant contraintes constitutionnelles, traités internationaux et réglementation sous-régionale. L'article 26 de la Constitution affirme la souveraineté monétaire de l'État, exercée par délégation à la BEAC dans le cadre du traité CEMAC. Les statuts de la BEAC réservent le monopole d'émission à l'institution centrale : toute création monétaire, même complémentaire, doit être soigneusement positionnée pour ne pas enfreindre ces dispositions.

Le droit OHADA, qui harmonise le droit des affaires dans 17 États, ne comporte aucune disposition spécifique aux MLC. Comme le souligne Fougou (2025) à propos de la monnaie électronique dans l'espace OHADA, l'institution est incompétente en matière bancaire et monétaire — d'où un vide juridique que les législateurs nationaux pourraient combler. La Loi ESS de 2019 ne fait aucune référence aux instruments monétaires alternatifs : une évolution législative serait nécessaire pour ancrer les MLC dans un cadre clair et sécurisant.

### 2.1.2 OPPORTUNITES POLITIQUES ET STRATEGIQUES

Plusieurs opportunités méritent d'être soulignées. Le processus de décentralisation, au cœur de la SND 30, crée un espace favorable à l'expérimentation locale ; la Constitution reconnaît les CTD comme acteurs à part entière du développement et la loi de finances 2025 prévoit des transferts accrus. La politique « Made in Cameroon », avec sa cible de 60 % de contenu local, offre un levier puissant pour ancrer les MLC dans les circuits formels en les intégrant comme moyen de paiement partiel dans les marchés publics locaux.

L'expérience kenyane du Sarafu-Credit, malgré des résistances initiales de la banque centrale, a démontré qu'une monnaie communautaire peut mobiliser un fort soutien populaire et générer des impacts mesurables : plus de 3 millions de dollars d'échanges de biens et services de première nécessité auprès de plus de 40 000 utilisateurs (Mattsson et al., 2023 ; Grassroots Economics, 2023). Autant de preuves empiriques pour éclairer la décision publique camerounaise.

**Tableau 2 — Cadre juridique et politique : contraintes et opportunités**

| Dimension | Contrainte | Opportunité | Risque |
|---|---|---|---|
| Constitution | Art. 26 : souveraineté monétaire déléguée à la BEAC | Décentralisation : CTD acteurs du développement | Élevé |

| Dimension | Contrainte | Opportunité | Risque |
|---|---|---|---|
| Traité CEMAC | Monopole d'émission de la BEAC | Pas d'interdiction explicite des MLC complémentaires | Moyen |
| OHADA | Absence de cadre spécifique MLC | SYCEBNL (2024) structure la comptabilité des OES | Faible |
| Loi ESS 2019 | Pas de référence aux instruments monétaires | 389 réseaux territoriaux existants (RELESS) | Faible |
| Made in Cameroon | Normes de qualité insuffisantes (18 %) | Objectif 60 % local dans la commande publique 2030 | Faible |
| Réglementation BEAC | Opposition à toute monnaie concurrente | Pas de position officielle sur les MLC non convertibles | Élevé |
| Loi de finances 2025 | Budget limité des CTD | Transferts financiers accrus aux collectivités | Moyen |
| ZES territoriales | Cadre encore naissant | Approche pionnière liée au développement local | Faible |

*Source : analyse de l'auteur à partir des textes juridiques et des rapports institutionnels (2026).*

**ENCADRE 1 — SECURISER LE STATUT JURIDIQUE : LE « BON DE VALEUR » PLUTOT QUE LA « MONNAIE »**

Le point de contrôle n° 1 du projet est terminologique et juridique. Pour ne pas empiéter sur le monopole d'émission de la BEAC, l'instrument ne doit pas être présenté comme une monnaie ayant cours légal, mais comme un bon de valeur / titre de service à acceptation volontaire, non libératoire de dette publique, à circulation restreinte au sein d'un réseau d'acteurs consentants — un statut déjà admis en droit commercial (titres-restaurant, bons d'achat).

Corollaire opérationnel : privilégier l'adossement intégral en FCFA (couverture 100 %), l'indexation 1:1 et un dialogue précoce avec la BEAC et le MINEFI. Le précédent du Bangla-Pesa kenyan — arrestations pour « contrefaçon de monnaie » en 2013, poursuites finalement abandonnées — illustre le coût d'un cadrage imprudent.

## 2.2 FAISABILITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE

### 2.2.1 STRUCTURE DES ECHANGES ET DEPENDANCE AUX IMPORTATIONS

La structure des échanges extérieurs révèle une vulnérabilité fondamentale : un déficit commercial structurel alimenté par une forte dépendance aux importations. Environ 85 % des exportations sont des matières premières brutes ou peu transformées, tandis que les importations couvrent la quasi-totalité des besoins en produits manufacturés. Le solde commercial négatif (estimé à -2,5 milliards d'euros en 2026) traduit une fuite nette de valeur hors du territoire — fuite que les MLC pourraient réduire en incitant à la consommation de biens et services locaux.

Le multiplicateur économique local est l'argument central. Lorsqu'une unité locale est dépensée auprès d'un producteur local, celui-ci tend à la redépenser localement (approvisionnements, salaires, investissements), créant un effet de cascade. Les études françaises montrent que les unités locales circulent en moyenne 2 à 3 fois avant reconversion, soit un multiplicateur de 2 à 3 (Blanc, 2023). Appliqué au Cameroun, où les chaînes locales sont souvent plus courtes et intégrées, l'effet pourrait être plus marqué, en particulier dans les régions agricoles et artisanales.

### 2.2.2 INCLUSION FINANCIERE ET MOBILITE DE LA MONNAIE

Le Cameroun présente un paradoxe financier : une population largement non bancarisée (taux de bancarisation strict inférieur à 25 %) cohabite avec un écosystème de mobile money dynamique (MTN Mobile Money, Orange Money). Ce contexte est propice au déploiement de MLC numériques accessibles via USSD sur téléphones basiques, à l'image du Sarafu-Credit kenyan.

L'inclusion financière des acteurs de l'ESS est un enjeu stratégique : coopératives, mutuelles et associations peinent à accéder au crédit bancaire (absence de garanties foncières, coûts de transaction). Les MLC, en créant un espace d'échange protégé et en facilitant l'épargne communautaire, pourraient combler partiellement ce déficit d'intermédiation. La microfinance, pourtant développée (plus de 500 établissements agréés par la COBAC), n'atteint pas encore les populations les plus reculées — laissant place à des solutions communautaires appuyées sur la technologie mobile.

**Tableau 3 — Analyse économique et financière : indicateurs clés pour les MLC**

| Indicateur | Valeur actuelle | Cible potentielle MLC | Impact estimé |
|---|---|---|---|
| Déficit commercial (% PIB) | -4,8 % | Réduction de 0,5 à 1 pt | Rétention de valeur locale |
| Taux de bancarisation | < 25 % | +5 à 10 pts | Inclusion financière accrue |
| Pénétration mobile money | > 70 % | Intégration MLC via USSD | Accessibilité universelle |
| Exportations primaires | 85 % | Baisse via substitution import | Diversification économique |
| PIB informel (estimé) | 35-40 % | Formalisation progressive | Élargissement de l'assiette fiscale |
| EMF agréés COBAC | 500+ | Partenariat MLC-EMF | Services financiers hybrides |
| Commande publique locale | ≈ 30 % | Objectif 60 % en 2030 | Ancrage institutionnel des MLC |
| Normes qualité (CEMAC) | 18 % | Cible 40 % en 2030 | Labellisation via réseau MLC |

*Source : compilation de l'auteur — BAD (2026), Banque mondiale (2024), MINCOMMERCE (2026), COBAC (2025).*

## 2.3 FAISABILITE TECHNIQUE

### 2.3.1 INFRASTRUCTURE TECHNOLOGIQUE DISPONIBLE

L'infrastructure technologique présente un potentiel sous-exploité. Le taux de pénétration mobile dépasse 80 %, avec trois opérateurs (MTN, Orange, Camtel) à couverture nationale. La technologie USSD, qui ne requiert ni smartphone ni connexion internet, est le canal le plus adapté pour atteindre les zones rurales et périurbaines. Le Sarafu-Credit a démontré qu'un système communautaire fondé sur la blockchain pouvait fonctionner via USSD sur téléphones basiques, touchant plus de 40 000 utilisateurs dans des zones à faible infrastructure (Mattsson et al., 2023).

L'écosystème fintech est en plein essor (paiements mobiles, micro-assurance, crédit alternatif) et les télécommunications s'améliorent (fibre dans les grandes villes, extension de la 4G). Des défis persistent néanmoins : couverture réseau rurale, fiabilité électrique, sécurisation des données. La gouvernance des données personnelles et la cybersécurité sont des enjeux critiques ; l'adoption de solutions open-source et décentralisées, à l'image du Sarafu Network, offrirait un bon équilibre entre accessibilité, sécurité et coût.

**Tableau 4 — Infrastructure technique par région**

| Région | Couverture mobile (%) | Pénétration internet (%) | Couv. électrique (%) | Préparation MLC |
|---|---|---|---|---|
| Centre | 92 | 65 | 85 | Très élevé |
| Littoral | 95 | 72 | 92 | Très élevé |
| Ouest | 85 | 55 | 78 | Élevé |
| Sud | 78 | 48 | 72 | Élevé |
| Sud-Ouest | 65 | 40 | 55 | Moyen |
| Nord-Ouest | 60 | 35 | 50 | Moyen |
| Nord | 70 | 32 | 52 | Moyen |
| Adamaoua | 62 | 30 | 48 | Faible |
| Est | 55 | 28 | 42 | Faible |
| Extrême-Nord | 65 | 25 | 40 | Faible |

*Source : estimations d'après ART (2025), MINPOSTEL (2025), ENEO (2025). La préparation intègre couverture technologique, densité des réseaux ESS et capital social.*

### 2.3.2 MODELES TECHNOLOGIQUES ADAPTABLES

Trois modèles pourraient être adaptés. Le premier, inspiré du Sarafu-Credit, repose sur des jetons blockchain accessibles via USSD : solution à faible coût et hautement inclusive. Le deuxième, analogue aux monnaies locales françaises (Abeille, Gonette, Sol Violette), associe application mobile et bons physiques convertibles à parité fixe avec le FCFA, avec commission de financement du réseau. Le troisième, plus innovant, exploiterait les infrastructures existantes de mobile money pour créer des portefeuilles complémentaires dédiés aux réseaux ESS — réduisant les coûts et capitalisant sur une confiance déjà établie.

Le choix devrait être conditionné par le contexte régional. Les régions à forte couverture et forte densité ESS (Centre, Littoral, Ouest) pourraient adopter des solutions avancées (traçabilité, certification d'origine). Les régions à infrastructure limitée (Extrême-Nord, Est, Adamaoua) commenceraient par des systèmes plus simples (bons physiques, registres communautaires gérés par les RELESS) avant de migrer vers le numérique. Cette approche graduelle et différenciée est essentielle à l'inclusivité et à la pérennité du dispositif.

## 2.4 FAISABILITE ORGANISATIONNELLE

### 2.4.1 STRUCTURES DE GOUVERNANCE ET RESEAUX EXISTANTS

La faisabilité organisationnelle bénéficie d'un atout majeur : les 389 réseaux territoriaux de l'ESS (RELESS, REDESS, RERESS) constituent des infrastructures pré-existantes pouvant servir de socle au déploiement et à la gestion des MLC. Structurés selon un modèle démocratique et participatif (Loi n° 2019/004), ils disposent de bureaux élus, de membres actifs et de mécanismes de concertation adaptables à la gouvernance d'une monnaie locale. Leur maillage, couvrant les dix régions, offre une couverture sans équivalent dans la sous-région.

La gouvernance d'une MLC exige néanmoins des compétences spécifiques (gestion monétaire, contrôle interne, audit, communication) pas nécessairement présentes aujourd'hui. Un programme de renforcement des capacités serait indispensable, en partenariat avec les universités (Yaoundé II-Soa, Dschang, Buea), des centres de recherche et des organisations internationales (OIT, PNUD, BAD).

### 2.4.2 CAPITAL SOCIAL ET CONFIANCE COMMUNAUTAIRE

Toute monnaie repose sur la confiance. Au Cameroun, les traditions de solidarité offrent un terrain favorable : les tontines incarnent une monnaie sociale fondée sur la confiance interpersonnelle et le contrôle social ; associations villageoises, groupes d'entraide et coopératives constituent autant de réseaux de confiance mobilisables.

Le capital social est cependant marqué par des fractures territoriales, ethniques et socio-économiques à anticiper : tensions dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest, inégalités de genre dans l'accès aux ressources, méfiance envers les institutions formelles dans certaines zones rurales. L'expérience Sarafu a révélé des déséquilibres de genre — les femmes, souvent utilisatrices plus actives, bénéficiaires inégales des retombées (Mattsson et al., 2023). Ces enseignements doivent guider la conception du modèle

camerounais pour garantir une distribution équitable des bénéfices.

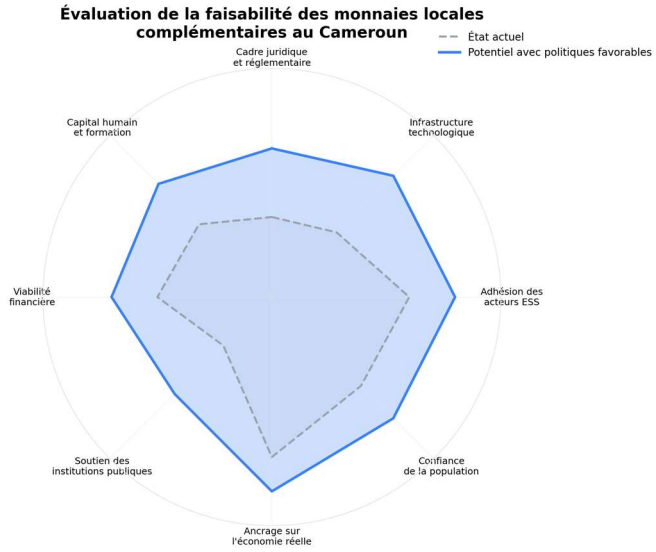



*Figure 3 — Évaluation multicritère de la faisabilité des MLC au Cameroun.*

## 2.5 ANALYSE COMPARATIVE INTERNATIONALE

L'analyse comparative des expériences mondiales offre des enseignements précieux. Six modèles ont été retenus pour leur pertinence (contexte de développement, intégration dans l'ESS, scalabilité technologique, résultats mesurables). Le Sarafu-Credit kenyan est le plus directement transposable au contexte africain : monnaie communautaire numérique accessible via téléphones basiques, à impact positif documenté sur la sécurité alimentaire (+78 % de consommation dans les groupes de traitement).

Le Système d'échange local (SEL) au Sénégal illustre la faisabilité institutionnelle d'un dispositif complémentaire en zone franc, fondé sur la réciprocité de services en circuit fermé. Le programme PALM au Brésil, l'une des expériences les plus massives au monde (centaines de banques communautaires), éclaire la mise à l'échelle et l'intégration aux politiques publiques. Le Fureai Kippu japonais (monnaie-temps de services aux personnes âgées) montre la capacité des MLC à répondre à des défis sociaux ciblés. Les LETS (France) et le WIR (Suisse) complètent ce panorama avec des modèles matures en économies développées.

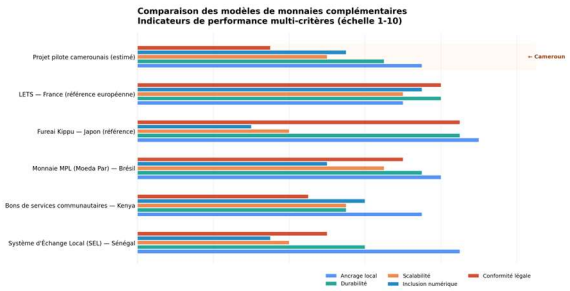



*Figure 4 — Comparaison multicritère des modèles de MLC en Afrique et dans le monde.*

Plusieurs facteurs clés de succès transversaux se dégagent : l'ancrage dans un réseau d'acteurs existant, une technologie accessible et adaptée, un cadre juridique clair même minimal, et un leadership institutionnel ou communautaire fort. En s'appuyant sur les 389 réseaux ESS, l'infrastructure de mobile money et la politique « Made in Cameroon », le modèle camerounais réunit a priori la plupart des conditions de succès — à condition de surmonter les obstacles juridiques et d'assurer un accompagnement technique adéquat.

## 2.6 ANALYSE SWOT

L'analyse SWOT synthétise les forces, faiblesses, opportunités et menaces identifiées à travers les quatre dimensions de faisabilité. Elle révèle un profil globalement favorable : des forces significatives (capital social traditionnel, infrastructure mobile, cadre ESS structuré) et des opportunités substantielles (décentralisation, « Made in Cameroon », essor fintech) qui compensent partiellement les faiblesses (cadre juridique absent, faible littératie financière) et les menaces (résistance institutionnelle, instabilité macroéconomique).

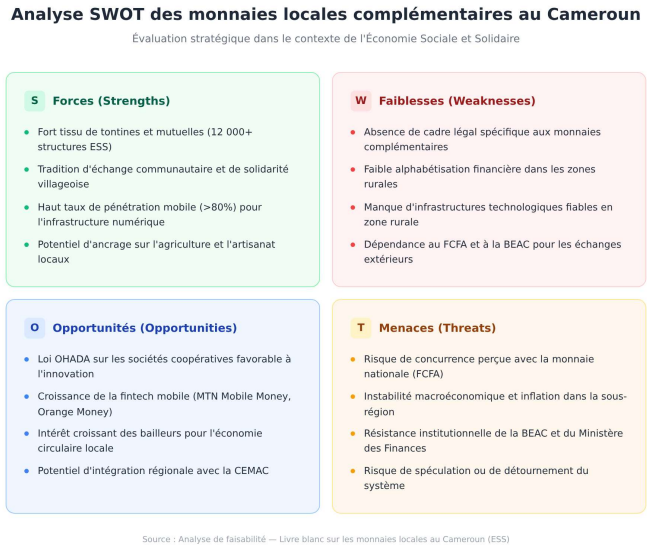



*Figure 5 — Matrice SWOT des monnaies locales et complémentaires au Cameroun.*

# ARTICLE III DU PILOTE REGIONAL A UNE STRATEGIE NATIONALE 2026-2030

UNE STRATEGIE DIFFERENCIEE PAR REGION, UNE ARCHITECTURE COMMUNE, UNE MONTEE EN CHARGE PROGRESSIVE ET DIX RECOMMANDATIONS POUR SECURISER LE PASSAGE A L'ECHELLE.social, économie sociale et solidaire et politique made in cameroon.

## 3.1 MODELE D'ESS LOCALISEE PAR REGION

Pays diversifié, le Cameroun ne peut se contenter d'un modèle unique de déploiement. Chaque région présente des spécificités économiques, sociales et institutionnelles appelant une approche différenciée. L'analyse des profils régionaux identifie les filières porteuses, les acteurs ESS prédominants et le niveau de préparation technique — éléments essentiels pour calibrer le modèle de MLC le plus adapté. Le Littoral (métropole de Douala) présente le potentiel le plus élevé en volume et diversité d'échanges, tandis que l'Est et l'Extrême-Nord appellent des approches graduelles fondées sur les circuits de proximité.

**Tableau 5 — Profil économique et potentiel MLC par région**

| Région | Filière(s) dominante(s) | Densité ESS | Potentiel MLC | Phase recommandée |
|---|---|---|---|---|
| Centre | Services, administration, agriculture péri-urbaine | Très élevée | **Très élevé** | Phase 1 (pilotage) |
| Littoral | Commerce, industrie, logistique portuaire | Très élevée | **Très élevé** | Phase 1 (pilotage) |
| Ouest | Agroalimentaire, artisanat, commerce | Élevée | Élevé | Phase 1 (pilotage) |
| Sud | Agriculture (cacao, caoutchouc), forêt | Moyenne | Élevé | Phase 2 (extension) |
| Sud-Ouest | Agriculture, pêche, pétrole (limité) | Moyenne | Moyen | Phase 2 (extension) |
| Nord-Ouest | Agriculture, artisanat, tourisme | Moyenne | Moyen | Phase 2 (extension) |
| Nord | Élevage, céréales, agriculture irriguée | Faible | Moyen | Phase 3 (consolidation) |
| Extrême-Nord | Élevage, artisanat, commerce transfrontalier | Faible | Faible | Phase 3 (consolidation) |
| Adamaoua | Élevage, agriculture, mines | Faible | Faible | Phase 3 (consolidation) |
| Est | Forêt, agriculture, orpaillage | Faible | Moyen | Phase 3 (consolidation) |

*Source : analyse de l'auteur — CAMEPI (2025), MINPMEESA (2024), CEA/ONU (2026).*

## 3.2 ARCHITECTURE DE L'ECOSYSTEME MLC-ESS

L'architecture proposée repose sur cinq piliers interconnectés formant un système cohérent et résilient. Le premier, la gouvernance, assure la supervision institutionnelle via un comité de pilotage paritaire associant pouvoirs publics (MINPMEESA, MINCOMMERCE), réseaux ESS (RELESS), autorités monétaires (BEAC) et société civile. Le deuxième, les acteurs et réseaux de l'ESS, constitue le socle opérationnel (base d'utilisateurs et maillage territorial). Le troisième, la technologie et l'infrastructure, fournit les outils de gestion, de transaction et de sécurisation.

Le quatrième pilier, le financement et l'ancrage, garantit la convertibilité et la stabilité en adossant l'émission à des actifs réels (produits agricoles, services locaux, épargne communautaire) et en établissant les mécanismes de conversion avec le FCFA. Le cinquième, l'impact et les indicateurs, assure le suivi-évaluation (consommation locale, inclusion financière, emplois, pauvreté). Cette architecture en étoile, centrée sur la MLC comme outil de coordination, permet une flexibilité régionale tout en maintenant la cohérence nationale par des standards communs et une gouvernance partagée.




*Figure 6 — Architecture de l'écosystème MLC-ESS au Cameroun.*

## 3.3 FEUILLE DE ROUTE STRATEGIQUE 2026-2030

La mise en œuvre suivrait une approche progressive en trois phases, permettant d'apprendre des premières expérimentations avant le passage à l'échelle. Cette feuille de route s'inspire des meilleures pratiques internationales, notamment le modèle kenyan (approche itérative et participative). Chaque phase est définie par des objectifs, des activités clés, des indicateurs de suivi et des jalons de décision permettant d'ajuster la stratégie.

**Tableau 6 — Feuille de route de mise en œuvre 2026-2030**

| Phase | Période | Objectifs principaux | Activités clés | Indicateurs de suivi |
|---|---|---|---|---|
| **Phase 1 — Pilotage expérimental** | 2026-2027 | Tester la faisabilité technique et sociale sur 3 sites pilotes | Choix des régions (Centre, Littoral, Ouest) ; comité de pilotage ; plateforme USSD ; formation des acteurs ; lancement de 3 monnaies pilotes | Utilisateurs actifs ; volume de transactions ; taux de rétention ; satisfaction des usagers |
| **Phase 2 — Extension régionale** | 2027-2028 | Étendre à 6 régions et consolider le modèle | Déploiement dans 3 régions supplémentaires (Sud, Nord-Ouest, Nord) ; intégration mobile money ; partenariats EMF ; labellisation ; cadre juridique adapté | Couverture régionale ; partenariats signés ; impact sur revenus ESS ; taux de normalisation |
| **Phase 3 — Consolidation et mise à l'échelle** | 2029-2030 | Couverture nationale et intégration aux politiques publiques | Extension aux 10 régions ; intégration à la commande publique ; conversion automatique ; audit indépendant ; réplication CEMAC | Pénétration nationale ; impact macroéconomique ; réplicabilité CEMAC ; contribution à l'objectif 60 % Made in Cameroon |

*Source : proposition de l'auteur, d'après l'analyse de faisabilité et les bonnes pratiques internationales.*

## 3.4 RECOMMANDATIONS STRATEGIQUES

Sur la base de l'analyse multidimensionnelle, dix recommandations sont formulées à l'intention des décideurs, des acteurs de l'ESS et des partenaires au développement, afin de créer les conditions d'une expérimentation réussie tout en respectant le cadre monétaire CEMAC.

**Recommandation 1 — Créer un cadre juridique spécifique aux MLC.**

Élaborer un dispositif législatif adapté distinguant clairement les MLC (non convertibles, circuit fermé) des instruments soumis au monopole de la BEAC — via un amendement à la Loi n° 2019/004 ou un décret spécifique. Ce cadre doit reconnaître la légalité des échanges en monnaie locale au sein de réseaux fermés d'acteurs consentants et fixer les obligations de transparence et de sécurité financière.

**Recommandation 2 — Instituer un comité national de pilotage multipartite.**

Réunir MINPMEESA, MINCOMMERCE, BEAC, MINEFI, réseaux ESS (RELESS), fintech, société civile et universités pour superviser les expérimentations, coordonner les acteurs, définir les standards et proposer les évolutions réglementaires. Gouvernance paritaire et transparente, réunions trimestrielles, rapports publics annuels.

**Recommandation 3 — Lancer trois projets pilotes régionaux en 2026-2027.**

Sélectionner le Centre (Yaoundé), le Littoral (Douala) et l'Ouest (Bafoussam) pour leur densité économique, leur infrastructure et leurs réseaux ESS dynamiques. Cibler un secteur par site (agroalimentaire à l'Ouest ; artisanat et services au Centre ; commerce et logistique au Littoral) pour évaluer l'impact sectoriel.

**Recommandation 4 — Développer une plateforme technologique USSD-blockchain ouverte.**

Investir dans une plateforme open-source, accessible via USSD et intégrée au mobile money existant, avec traçabilité, certification d'origine, gestion des comptes et conversion avec le FCFA. Le modèle Sarafu-Credit (Community Inclusion Currency) offre un canevas adaptable, moyennant les ajustements de conformité.

**Recommandation 5 — Ancrer les MLC dans la commande publique locale.**

Intégrer progressivement les MLC comme moyen de paiement partiel (10 à 20 %) dans les marchés publics locaux des CTD pour les biens et services locaux — en cohérence avec l'objectif de 60 % de contenu local en 2030 — avec un mécanisme de conversion automatique en FCFA pour les fournisseurs n'acceptant pas la monnaie locale.

**Recommandation 6 — Mettre en place un programme de renforcement des capacités.**

Déployer une formation massive des acteurs ESS (gestion des MLC, comptabilité SYCEBNL, gestion des risques, littératie financière numérique), en partenariat avec universités, centres de formation et organisations internationales, avec un accent sur la formation des femmes pour une distribution équitable des bénéfices.

**Recommandation 7 — Créer un fonds de garantie et de stabilisation.**

Instituer un fonds alimenté par contributions publiques, privées et partenaires techniques, destiné à assurer la convertibilité et à absorber les chocs de liquidité. Géré par un comité indépendant, il devrait couvrir au minimum 30 % de la masse locale en circulation ; un mécanisme de réassurance avec la BEAC pourrait renforcer la crédibilité.

**Recommandation 8 — Intégrer les MLC au label « Made in Cameroon ».**

Lier l'acceptation de la MLC à la conformité aux normes de qualité : les producteurs certifiés bénéficieraient d'une visibilité accrue et d'avantages fiscaux ou réglementaires. Une incitation forte à l'amélioration de la qualité, répondant au constat que seuls 18 % des produits satisfont les normes régionales.

**Recommandation 9 — Mettre en place un suivi-évaluation rigoureux.**

Concevoir un dispositif fondé sur des indicateurs quantitatifs et qualitatifs (consommation locale, inclusion, emplois ESS, pauvreté, normalisation). Conduire périodiquement des évaluations d'impact rigoureuses, incluant des essais randomisés contrôlés (RCT) sur le modèle Sarafu, pour documenter les effets et éclairer la décision.

**Recommandation 10 — Explorer la réplication sous-régionale CEMAC.**

Une fois le modèle validé, engager des discussions avec la BEAC et la Commission de la CEMAC pour une réplication dans les autres États membres. Première économie de la zone, le Cameroun pourrait servir de laboratoire pilote d'une initiative sous-régionale au service de l'intégration économique et du développement inclusif.

## 3.5 CONCLUSION GENERALE

Au terme de cette analyse, la faisabilité d'un dispositif de monnaies locales et complémentaires au service du « Made in Cameroon », déployé selon un modèle d'ESS localisé par région, apparaît réelle mais conditionnelle. Le Cameroun réunit des conditions rares : un tissu productif dense mais informel à revaloriser, une infrastructure de mobile money mûre, des institutions coopératives et tontinières vivaces, et un agenda public de contenu local et de décentralisation. Les précédents internationaux — au premier rang desquels le Sarafu-Credit kenyan — attestent la viabilité technique et l'impact socio-économique de tels dispositifs en contexte à faible bancarisation.

Le principal verrou n'est ni technique ni économique, mais juridique et organisationnel. Juridique : respecter scrupuleusement le monopole d'émission de la BEAC en qualifiant l'instrument de bon de valeur adossé, complémentaire et jamais concurrent du franc CFA. Organisationnel : bâtir une gouvernance coopérative régionale capable d'animer durablement le réseau d'acceptation, sans laquelle aucune monnaie locale ne se maintient. À ces conditions, et suivant une trajectoire prudente qui prouve avant d'étendre, les MLC ne sont pas une utopie monétaire mais un instrument pragmatique de rétention de valeur, d'inclusion financière et de souveraineté économique locale — au service, et non à la place, de la monnaie nationale.

## REFERENCES


Banque des États de l'Afrique Centrale. (2024). Rapport annuel 2024 et rapport sur les systèmes et moyens de paiement dans la CEMAC. BEAC.

Banque mondiale. (2022). The Global Findex Database 2021: Financial inclusion, digital payments, and resilience. World Bank.

Blanc, J. (2011). Classifying "CCs": Community, complementary and local currencies' types and generations. International Journal of Community Currency Research, 15(D), 4–10.

Blanc, J. (2018). Les monnaies alternatives. La Découverte.

Fare, M., & Ahmed, P. O. (2017). Complementary currency systems and their ability to support economic and social changes. Development and Change, 48(5), 847–872.

Fonds monétaire international. (2026). Cameroun : Consultations de 2026 au titre de l'article IV — Rapport des services. FMI.

Gesell, S. (1916). Die natürliche Wirtschaftsordnung durch Freiland und Freigeld. Selbstverlag.

Gómez, G. M. (Éd.). (2019). Monetary plurality in local, regional and global economies. Routledge.

Kennedy, M. (1995). Interest and inflation free money. Seva International.

Lietaer, B. (2001). The future of money: Creating new wealth, work and a wiser world. Century.

Mattsson, C. E. S., Criscione, T., & Ruddick, W. O. (2022). Sarafu Community Inclusion Currency, 2020–2021. Scientific Data, 9, 426.

Michel, A., & Hudon, M. (2015). Community currencies and sustainable development: A systematic review. Ecological Economics, 116, 160–171.

Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires. (2010). Acte uniforme relatif au droit des sociétés coopératives. Journal officiel de l'OHADA.

République du Cameroun. (2020). Stratégie nationale de développement 2020–2030 (SND30). MINEPAT.

Ruddick, W. O., & Mariani, L. (2019). Community currencies strengthening the social and solidarity economy: Case studies from Kenya. UNRISD.

Ruddick, W. O., Richards, M. A., & Bendell, J. (2015). Complementary currencies for sustainable development in Kenya: The case of the Bangla-Pesa. International Journal of Community Currency Research, 19(D), 18–30.

Sacks, J. (2002). The money trail: Measuring your impact on the local economy using LM3. New Economics Foundation.

Servet, J.-M. (2006). Banquiers aux pieds nus : la microfinance. Odile Jacob.

Seyfang, G., & Longhurst, N. (2013). Growing green money? Mapping community currencies for sustainable development. Ecological Economics, 86, 65–77.



**À PROPOS DE L'AUTEUR**

**Destin TAMPOLLA** est Directeur des Systèmes d'Information et Architecte IA/Données chez ADVISORE (Douala, Cameroun), et fondateur de TAMPay.TECH, plateforme d'agrégation de paiements pour la zone CEMAC. Ses travaux portent sur la digitalisation des services financiers, l'architecture de systèmes d'information institutionnels et le positionnement de l'Afrique dans la quatrième révolution industrielle et la gouvernance de l'IA. Il intervient auprès d'acteurs privés, d'administrations camerounaises et d'institutions de la zone CEMAC.



**Contribution :** *conception, analyse et rédaction intégrale.* **Conflits d'intérêts :** *l'auteur dirige une entreprise du secteur des paiements.* **Financement :** *aucun.*